

# Joseph Paul-Boncour (1873-1972), un responsable politique archétypal de la III<sup>e</sup> République

MATTHIEU BOISDRON

SORBONNE UNIVERSITÉ, SIRICE

Joseph Paul-Boncour est une personnalité durablement effacée de la III<sup>e</sup> République<sup>1</sup>. Figure de la gauche non marxiste, partisan de la diplomatie ouverte et artisan malheureux de l'élaboration d'un système de sécurité collective, ministre installé aux commandes de la politique extérieure de la France de la fin de l'année 1932 au début de l'année 1934, au premier semestre 1936, puis en mars-avril 1938, homme du refus face à Pétain, il mérite l'attention tant sa contribution n'est pas aussi marginale que la faible trace laissée dans l'historiographie ne pourrait le laisser penser.

L'historiographie de la III<sup>e</sup> République étant foisonnante – et le genre biographique bien représenté – que peut apporter l'examen de cette vie ? Cette thèse s'inscrit dans le renouveau historiographique de la biographie politique intervenu dans les années 1990 et 2000, au moment où les travaux de ce type ont commencé à prendre en considération des responsables moins marquants, ou de second plan, mais aussi les carrières des diplomates ou des hauts fonctionnaires<sup>2</sup>. Paul-Boncour est en effet à l'intersection de ces différents profils dont l'étude permet de saisir d'autres objets du politique : l'histoire intellectuelle et des idées, et surtout celle des pratiques, des usages, des imaginaires et des sociabilités en politique<sup>3</sup>.

Il y a de surcroît, dans cette personnalité, des caractères d'originalité qui permettent d'autres questionnements. Représentant de l'aile droite du mouvement socialiste, il adopte un positionnement en marge qui explique pour partie l'oubli dont il a été l'objet<sup>4</sup>. Les choix qui en découlent reflètent

---

<sup>1</sup> « Joseph Paul-Boncour : un itinéraire politique contrarié (1873-1972) », thèse sous la direction d'Olivier Dard et de Christine Manigand, Sorbonne Université, novembre 2020 [<https://www.sudoc.fr/254406858>]. Récompensé par le prix de thèse en histoire de l'institution parlementaire de l'Assemblée nationale en 2021, ce travail a été publié : *Joseph Paul-Boncour (1873-1972)*, Paris, Sorbonne Université Presses, 2023.

<sup>2</sup> Par exemple, et sans exclusive, les biographies de Yvon Delbos (Bernard Lachaise, 1993), Paul Ramadier (Aline Fonvieuille-Vojtovic, 1993), Philippe Berthelot (Jean-Luc Barré, 1998), Henri Hoppenot (Colette Barbier, 1999), Henry de Jouvenel (Christine Manigand, 2000), Alexis Léger (Renaud Meltz, 2008), René Massigli (Raphaël Ulrich-Pier, 2006), Jean Hennessy (François Dubasque, 2008), Paul Painlevé (Anizan Anne-Laure, 2012), Jacques Seydoux (Stanislas Jeannesson, 2013).

<sup>3</sup> Matthieu Boisdrón, « L'assistance au travail parlementaire sous la III<sup>e</sup> République. Une étude de cas : les deux premiers mandats de député de Joseph Paul-Boncour (1909-1914) », *Enquêtes. Revue de l'école doctorale 188. Histoire moderne et contemporaine*, Sorbonne Université, n° 5, septembre 2020, en ligne [<https://hal.science/hal-03005536>].

<sup>4</sup> Il faudrait ajouter le poids de la défaite de 1940 qui a durablement compromis son bilan ainsi que son décès qui est intervenu tardivement, à l'âge de 98 ans, alors qu'il a déjà de longue date quitté la scène politique.

une sensibilité réformiste peu en cour au sein du parti socialiste<sup>5</sup>. Il est enfin une des rares figures transnationales de la période<sup>6</sup>.

La thèse se décline en quatre temps. La première partie (« Apprendre ») présente ses années de formation et son ascension. Docteur en droit, promoteur du « fédéralisme économique » qui vise à remettre entre les mains des travailleurs l'organisation de l'activité économique dans un système territorialement décentralisé, il se fait le défenseur du régionalisme<sup>7</sup>. Collaborateur de Waldeck-Rousseau à la présidence du Conseil de 1899 à 1902, il devient, en 1906, le directeur de cabinet du ministre du Travail René Viviani. Il est élu en 1909 à la Chambre des députés. À son tour brièvement ministre du Travail au printemps 1911, il est battu en 1914.

La deuxième partie (« Militer ») couvre la période 1914-1928. Officier de réserve pendant la Première Guerre mondiale, il rejoint la SFIO en 1916. Il est élu député dans la Seine, en 1919, après avoir assuré la défense de la partie civile dans le procès de Raoul Villain, l'assassin de Jaurès<sup>8</sup>. Sa carrière connaît alors une accélération. Joseph Paul-Boncour prône sans succès la participation ministérielle lors de la victoire du Cartel des gauches. En délicatesse avec la fédération de la Seine, il trouve une circonscription plus accueillante dans le Tarn en 1924. Il réoriente ses centres d'intérêt vers les questions relatives à la défense et à la politique extérieure et conquiert à la Chambre des députés une expertise en la matière. Il est donc nommé membre de la délégation française à la SDN en septembre 1924. Dans ces deux organisations, il apparaît comme un militant : en faveur d'une participation au gouvernement au sein du parti socialiste, en faveur de l'établissement de la paix par la sécurité collective au sein de la SDN<sup>9</sup>. En conflit avec la direction de la SFIO, il quitte la SDN en novembre 1928, puis le parti lui-même après son élection au Sénat en novembre 1931.

La troisième partie (« Gouverner ») débute en 1928 pour s'achever en 1940. Libéré de la tutelle de la SFIO, Paul-Boncour retrouve le chemin de Genève en janvier 1932, puis celui du gouvernement où il entre comme ministre de la Guerre en avril. La France est confrontée à une crise de ses finances

---

<sup>5</sup> Des questionnements partagés notamment avec Adeline Blaszkiewicz-Maison, « Le socialisme au travail : Albert Thomas, 1878-1932 », thèse sous la direction d'Isabelle Lespinet-Moret, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 2021.

<sup>6</sup> Matthieu Boisdrion, « Joseph Paul-Boncour à Genève : une pratique de l'internationalisme », *Monde(s), Histoire, espaces, relations*, n° 19, 2021/1, p. 139-160, en ligne [<https://doi.org/10.3917/mond1.211.0139>].

<sup>7</sup> Matthieu Boisdrion, « Joseph Paul-Boncour : la régionalisation en débat », dans Vincent Aubelle et Nicolas Kada (dir.), *Les grandes figures de la décentralisation*, Paris, Berger-Levrault, 2019, p. 637-651.

<sup>8</sup> Matthieu Boisdrion, « Jean Jaurès sous l'œil de Joseph Paul-Boncour, l'avocat de la partie civile », dans Jacqueline Lalouette (dir.), *Jaurès et le procès Villain, actes du colloque de Castres du samedi 23 novembre 2019*, Centre national et musée Jean Jaurès, Castres, 2021, p. 113-146, en ligne [<https://hal.science/hal-03219056v1>].

<sup>9</sup> Matthieu Boisdrion, « Joseph Paul-Boncour (1873-1972). Un acteur essentiel de la délégation française auprès de la Société des nations », dans Emmanuel Decaux, Jean-Michel Guieu, Stanislas Jeannesson, Bernard Miyet (dir.), *Le laboratoire de la paix. Les grandes figures françaises du multilatéralisme*, Paris, CTHS, 2022, p. 42-44.

publiques et est sommée de désarmer à Genève. Le conflit ne tarde pas à survenir avec la haute hiérarchie militaire. Dans ce contexte difficile, son indépendance à l'égard des deux grands partis de gauche et les liens qu'il y tisse lui permettent de prendre la tête du gouvernement en décembre. Sa chute rapide, dès janvier 1933, révèle son isolement sans pour autant l'éloigner des sphères du pouvoir puisqu'il conserve le ministère des Affaires étrangères jusqu'aux prémices de la crise du 6 février 1934. Fugacement ministre de la Guerre au moment de l'émeute, il n'est pas épargné par la polémique. Mis en cause par la droite nationaliste en raison de ses relations supposées avec l'épouse de Stavisky, le sénateur du Loir-et-Cher sort affaibli de ces deux années au gouvernement. Pour briser cet isolement, il se rapproche des néo-socialistes emmenés par Marcel Déat et prend la présidence de l'Union socialiste républicaine (USR). Le succès n'est que modérément au rendez-vous puisque si le parlementaire est ministre d'État dans le cabinet Sarraut qui occupe le pouvoir dans le semestre qui précède les élections du printemps 1936, il n'est pas retenu dans le gouvernement de Front populaire de Léon Blum. Ayant rompu avec la SFIO plus tôt que les néo-socialistes, et pour des raisons différentes, le compagnonnage avec ces derniers s'interrompt après la chute du deuxième cabinet Blum, en avril 1938 dans lequel Paul-Boncour avait retrouvé le portefeuille des Affaires étrangères. Promoteur d'une politique extérieure plus résolue, mais prisonnier du juridisme de la SDN, cadre dans lequel la France a inscrit son action depuis la fin de la Première Guerre mondiale, Paul-Boncour peine à imaginer des solutions. S'il réussit à maintenir relativement l'alliance de la France avec ses alliés d'Europe centrale et orientale, il échoue à trouver un accord avec l'Italie alors que l'incompréhension s'installe avec les Britanniques. Dans la seconde moitié des années 1930, il est marginalisé alors que triomphe la politique d'apaisement. À Vichy, le 10 juillet 1940, s'il accepte le principe de la délégation des pleins pouvoirs au maréchal Pétain, il refuse de lui déléguer le pouvoir constituant.

La dernière partie s'intitule « Témoigner ». Retiré en Loir-et-Cher, Paul-Boncour entretient des relations dans la Résistance mais ne peut y prendre de part active. Il retrouve à la Libération une place au sein de l'Assemblée consultative provisoire avant d'être nommé au Conseil de la République. Membre de la délégation française à la conférence de San Francisco en juin 1945, son expérience permet d'obtenir quelques succès. Il échoue pourtant à se faire réélire dans la chambre haute fin 1948.

Minoritaire au sein des partis auxquels il a appartenu, Paul-Boncour occupe néanmoins une place sur la scène politique. Ses conceptions sont appréciées par certains représentants de la jeune génération politique, dont l'avant-garde radicale proche du socialisme<sup>10</sup>. S'il échoue à les faire

---

<sup>10</sup> Guillaume Piketty, *Pierre Brossolette, un héros de la Résistance*, Paris, Odile Jacob, 1998, p. 59-65. Voir aussi Sabine Jansen, *Pierre Cot, Un antifasciste radical*, Paris, Fayard, 2002.

prévaloir, c'est qu'il est dans l'incapacité de trouver les bons leviers d'action en raison d'une indéniable permanence dans les idées, les moyens d'action et les buts. Son bilan apparaît modeste. Néanmoins, à la lumière des modalités de sa construction (milieu social d'origine, études de droit, avocat, fréquentation précoce des sphères du pouvoir, etc.<sup>11</sup>), des stratégies d'ascension (mobilisation du système partisan, luttes électorales, jeu politique parlementaire, etc.<sup>12</sup>) et de conquête des responsabilités exercées (constitution d'un réseau d'influence et de fidélités), cette trajectoire n'en est pas moins caractéristique, voire archétypale, des carrières politiques de la III<sup>e</sup> République.

---

<sup>11</sup> Gilles Le Béguec, « L'entrée au Palais Bourbon. Les filières privilégiées d'accès à la fonction parlementaire (1919-1939) », thèse d'État, sous la direction de René Rémond, Université Paris X, 1989.

<sup>12</sup> Nicolas Roussellier, *La souveraineté de la délibération au lendemain de la Grande Guerre*, Paris, Presses de Sciences Po, 1997.